

Facilité Régionale de Stabilisation du Liptako Gourma

Fenêtre Nationale du Mali

Rapport annuel 2023



Période couverte : janvier-décembre 2023

Sommaire

Introduction :	7
Analyse des effets :	16
Les produits :	31
Les preuves du concept :	36
Le rapport financier :	36
Les défis et leçons apprises :	37
Les prochaines étapes :	37

SIGLE	
FAMA	Forces Armées Maliennes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali
MDS	Matrice de Suivi des Déplacements
GATs	Groupes Armés Terroristes
JAP	Joint Actions Plans
EMP - ABD	Ecole de Maintien de la Paix – Alioune bondin Beye
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PROSMED	Programme d'Appui à la Stabilisation du Mali à travers le Renforcement de l'Etat de Droit
UE	Union Européenne
AGR	Activités Génératrices de Revenus
HCD	Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
ONU	Organisation des Nations Unies
LTA	Long Term Agreement

I. INTRODUCTION

Le présent rapport fait lecture de la situation politique, sécuritaire, humanitaire, les progrès et défis, les prochaines étapes de la fenêtre pays du Mali mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il couvre la période de janvier à Décembre 2023. La couverture géographique des interventions est la région de Bandiagara et de façon précises cinq (05) communes notamment Bandiagara, Dandoli, Dourou, Doucombo, Pignari-Bana. Les actions du projet ont trait aux axes (I) Etablir les bases d'une présence durable de l'autorité de l'Etat et l'accès à la justice ; (II) l'accès aux infrastructures de services sociaux essentiels construits/ réhabilités et fonctionnels ; (III) l'accès aux moyens de subsistance pour la relance de l'économie locale ; (IV) faciliter un environnement favorable à la co-construction de la paix ; (V) la mise en place d'une gestion efficace de la facilité de stabilisation.

I.1. Politique :

Le contexte dans lequel a évolué la mise en œuvre de la Facilité a été marqué par des incidents sécuritaires, des tensions politiques et des déplacements de populations. De 2022 à 2023, les opérations militaires des forces armées maliennes (FAMA) à travers l'opération Maliko se sont déroulées dans le centre du Mali, incluant Bandiagara, la région pilote de la Facilité. Le Mali a connu aussi des tensions politiques avec les organisations régionales, notamment la CEDEAO et avec les pays occidentaux. Ces tensions sont survenues sur la base des échéances du processus de transition et des allégations de violation des droits de l'homme par les FAMA et les forces étrangères, notamment dans le village de Moura¹. Ces tensions ont également culminé à la demande du retrait de la MINUSMA par le gouvernement de transition qui a été finalisé le 31 décembre 2023 et qui impacte également la zone d'intervention du projet. Le retrait de la MINUSMA pourrait avoir plusieurs impacts sur la stabilisation en matière de gouvernance locale, de sécurité et sur la résilience économique des populations dans les mois à venir. Premièrement, cela risque d'affecter les efforts déjà engagés pour le retour des fonctionnaires étatiques qui dépendent du soutien logistique et technique fourni par la MINUSMA. Ensuite, le retrait à un fort potentiel de créer un vide sécuritaire et, sans un plan de contingence par les forces nationales, les régions du centre, dont Bandiagara, font face à un risque aigue de recrudescence des affrontements entre groupes armés et djihadistes pour le contrôle du territoire. Le retrait de la MINUSMA créera d'importantes lacunes en ce qui concerne les mécanismes et l'information sur les droits de l'homme. Il pourrait également créer des opportunités pour les groupes extrémistes violents d'étendre leurs activités, avec des risques de débordement sur le reste du territoire. Sur le plan programmatique, le retrait signifiera également une baisse des activités de stabilisation liées à la résilience des communautés affectées par le conflit, surtout les jeunes et les femmes déplacées. Néanmoins, un plan de transition est en cours d'élaboration entre le Système des Nations-Unies, le gouvernement et la Minusma.

¹ Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022 ; OHCHR, avril 2023.

I.2. Conflits et sécurité

a) analyse des conflits :

Les régions du centre, et particulièrement la région de Bandiagara a également connu des conflits inters communautaires. Les causes de ces conflits sont dû à la compétition autour des ressources naturelles, des appartenances communautaires et des problèmes de leadership. Ces tensions pourraient pousser les populations à rechercher des moyens de s'autodéfendre avec le risque de recrutement par des groupes extrémistes. Les échanges de groupe des participants de la commune la plus touchée par les attaques notamment Pignari-bana lors de la mission de suivi font état de la baisse de conflits opposant les agriculteurs aux éleveurs au cours de la période. Cette baisse selon l'analyse des acteurs s'expliquerait par le départ massif des éleveurs vers d'autres localités craignant les attaques. Cependant, la même source a évoqué l'existence des conflits opposant agriculteurs aux agriculteurs sur les revendications basées souvent sur la limitation des champs. Ces conflits trouvent des résolutions pacifiques dans la plupart des cas par l'instance de régulation communautaire à savoir les chefs traditionnels.

Les échanges de groupes au cours de la mission de suivi (août 2023) ressortent les menaces terroristes qui ont également pesé sur les populations de la commune de Dandoli. Il s'agit d'une demande avec insistance des Groupes Armés Terroristes aux populations de quitter la localité. Ainsi, les populations du village de Djombolo ont été contraintes de le vider pour trouver refuge à Bandiagara, chef-lieu de la région. Ces déplacements massifs selon les sources de la direction de l'action sociale de Bandiagara au nombre de 13 462 de personnes (8275 femmes) ne pourraient être sans conséquences sur les ressources naturelles et la terre qui constituaient déjà des sources de conflits énumérés ci-haut.

b) analyse de l'évolution sécuritaire :

La situation sécuritaire a connu une baisse d'ampleur entre 2022 et 2023. D'après les chiffres recueillis par la Mission, entre le 1er juillet 2022 et le 22 mai 2023, 1 002 civils ont été tués et 445 autres blessés en raison du conflit armé, lors de détonation d'engins explosifs improvisés et du fait d'actes criminels, ce qui marque une diminution par rapport aux 1 556 morts et 530 blessés civils qui avaient été à déplorer pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022. Cette baisse du nombre de victimes civiles peut être attribuée à la pression exercée par les opérations militaires des Forces armées maliennes sur les groupes extrémistes ainsi qu'à un changement de tactique de la part de ces derniers (ceux-ci ayant notamment pris le parti d'adresser des ultimatums aux habitants avant d'attaquer afin de leur faire quitter les lieux).

https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/230601_mandate_renewal_report_fr.pdf

I.3. Protection et droit de l'homme :

Il est ressorti des activités de suivi et de collecte d'informations concernant les violences commises contre des civils au cours du mois d'avril que ces dernières continuaient d'être le fait en premier lieu de groupes extrémistes, puis de groupes d'autodéfense et de milices armées, ainsi que de groupes armés signataires. Plusieurs cas de violations des droits humains et du droit humanitaire international ont été signalés lors d'opérations des Forces armées maliennes. La MINUSMA a confirmé 132 violations (33) des droits humains et atteintes (99) à ces droits : 89 personnes ont été tuées et 31 blessées, et 12 ont été victimes d'enlèvement ou de disparition forcée. Le 12 mai, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un rapport d'enquête dans lequel il a conclu que tout portait à croire que des troupes des Forces armées maliennes et du personnel de sécurité étranger avaient tué plus de 500 personnes au cours d'une opération militaire de cinq jours

menée en mars 2022 dans le village de Moura, dans la région de Mopti (centre du Mali). Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a recommandé aux autorités maliennes de publier les résultats des enquêtes qu'elles avaient annoncées au sujet des possibles violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises à Moura, ainsi que de poursuivre tous les auteurs présumés et de veiller à ce que les victimes et les membres de leur famille aient accès à la justice et obtiennent, le cas échéant, un dédommagement complet. S/2023/402 23-09819 7/22 20. Le 13 mai, le Gouvernement de transition a publié un communiqué dans lequel il « dénon[çait], avec véhémence, ce rapport biaisé, reposant sur un récit fictif et ne répondant pas aux normes internationales établies ». D'après lui, « aucun ressortissant civil de Moura n'a[vait] perdu la vie pendant l'opération militaire ». Rappelant l'enquête judiciaire qu'il avait ouverte le 9 avril 2022, le Gouvernement de transition a déclaré que « le Gouvernement du Mali [était] déterminé à faire aboutir cette procédure, dans le respect strict des droits de l'homme et en toute indépendance ». En ce qui concerne l'utilisation d'images satellite par la Mission à des fins d'enquête, le Gouvernement de transition a fait savoir qu'il ouvrirait immédiatement une enquête judiciaire contre la mission d'établissement des faits et ses complices pour « espionnage », « atteinte à la sûreté extérieure de l'État » et « complot militaire ». Le 19 mai, le Ministère malien des affaires étrangères a écrit à la MINUSMA pour lui demander la liste du personnel ayant participé à la mission d'établissement des faits. 21. En avril, l'Organisation des Nations Unies et les partenaires non gouvernementaux ont enregistré 470 cas de violence sexuelle, dont 51 étaient liés à un conflit. Toutes les victimes étaient de sexe féminin, dont 11 filles âgées de 12 à 17 ans. Ces crimes avaient été perpétrés par des membres des groupes armés signataires (18 %) et par des éléments armés non identifiés (82 %). L'ONU a confirmé que des violations graves avaient été commises contre 154 enfants, dont 5 en avaient été victimes à deux reprises. Ces violations comprenaient des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants (96), de meurtre ou d'atteintes à l'intégrité physique (32), de violences sexuelles (3), d'enlèvements (6), d'attaques contre des écoles et des hôpitaux (8) et de refus de l'accès à l'aide humanitaire (9).

https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/230601_mandate_renewal_report_fr.pdf

I.4. Stabilisation et dialogue humanitaire

Les besoins nés du déplacement massif des personnes déplacées internes de la commune de Dandoli vers la commune de Bandiagara suite aux menaces qui pesaient sur cette commune deviennent un nouvel enjeu pour les acteurs humanitaires et de développement. Cette crise contribuerait à accroître la demande en protection sociale et exigerait une attention également dans la prise en compte des nouveaux besoins au risque de créer un sentiment d'abandon chez les nouvelles Personnes Déplacées internes si leurs besoins ne venaient à être considérés.

II. Analyse des effets : Les risques de violence nuisibles à la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix et de développement à long terme sont réduits

Les éléments qui seraient de nature à affecter la mise en œuvre du projet porteraient sur les menaces qui pèseraient sur les populations des communes de Dourou et Doucombo. Il s'agirait des populations de ces communes sommer de quitter leur commune de résidence par les groupes extrémistes. D'ores et déjà, l'on a noté le déplacement des populations de la commune et Cela constituerait un facteur d'aggravation de la cohésion du fait que la pression sur les ressources naturelles, le foncier seraient accentuée augmentant des conflits dans les localités d'accueils.

Aussi, les communes concernées qui avaient également fait l'objet de planification des infrastructures entre autres les écoles pourraient connaître une baisse d'effectifs attendus sur une certaine période en raison de ces mouvements précités et par ricochet affecterait l'objectif assigné au projet notamment l'accès aux infrastructures essentielles de base. Par ailleurs, c'est dans les sites d'accueils à l'exemple de la commune de Bandiagara que l'on assisterait à une hausse d'effectifs dans les écoles en raison des déplacements inattendus de ces populations. En plus des infrastructures éducatives qui seraient affectées, celles de la santé et de l'eau ne seraient pas du reste.

Aussi, les risques sécuritaires ont entravé sur les activités en lien avec l'accès aux moyens de subsistance durant l'année 2023. Il se sont traduits par l'absence de la réalisation des activités de cash for work dans la commune d'intervention de Pignari-bana en raison de cette précarité de la sécurité des populations qui seraient bénéficiaires. L'analyse relèverait que si les populations de la commune avaient débuté les activités de cash for work, elles seraient exposées aux attaques des groupes extrémiste lors des travaux mais aussi d'extorsion systématique après réception des fonds issues de ces activités.

Le niveau de conflits dans les communes d'intervention pourra constituer une entrave sur l'inter connexion des localités voisines et au-delà dans la région du Liptako-Gourma pour une réponse coordonnée et efficace dans un délai raisonnable estimé par les principes du programme de stabilisation.

ANALYSE DES EFFETS :

Pourcentage de ménages des sites JAP satisfaits quant à la fourniture et à l'accès aux services sociaux essentiels (santé, éducation et WASH) (ventilé par âge, sexe et lieu)			
Cible annuelle 2023 : 70%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 : Global : -14% Femmes : 7% Jeunes : -13%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Globalement : 70% Femmes : 71% Jeunes : 71%	Global : 56% Femmes : 77% Jeunes : 57%	Global : -14% Femmes : 6% Jeunes : -14%
Bandiagara	Bandiagara : 76%	Global : 87% Femmes : 100% Jeunes : 86%	Global : 11%
Dandoli	Global : 69%	Global : 71% Femmes : 100% Jeunes : 70%	Global : 2%
Dourou	Global : 55%	Global : 26% Femmes : 0% Jeunes : 18%	Global : -29%
Doucombo	Global : 19%	Global : 81% Femmes : 100% Jeunes : 77%	Global : 62%
Pignari-Bana	Global : 73%	Global : 31% Femmes : 33% Jeunes : 50%	Global : -42%

La perception des communautés relative à l'accès aux infrastructures est de 56% (année 2023) avec un gap de 14% comparé à la cible annuelle qui est de 70%. La perception des

femmes est de 77% contre 57% chez les jeunes. L'on observe un dépassement positif de 7% chez les femmes et un gap de 13% pour les jeunes. Les opinions des femmes pourraient s'expliquer par des activités extra infrastructures entre autres l'assainissement des caniveaux via le cash for work servant de canaux d'évacuation d'eaux usées et de pluies du moment où elles sont fortement impliquées dans l'assainissement au sein de leur ménage par ces tâches qu'elles exercent au quotidien. Les données dans les communes ayant bénéficié des activités de cash for work en témoignent dans 3 communes notamment Bandiagara, Dandoli et Doucombo avec 100% d'opinion de satisfaction. La perception globale des populations en septembre 2023 (56%) comparée à celle de décembre 2022 (70%) présente un gap de 14%. Elle s'expliquerait par l'enthousiasme né du début des travaux perçu comme une possibilité d'améliorer les services et s'amenuiserait avec la finalisation des travaux dont certaines infrastructures ont connu un peu de retard. L'on peut citer en exemple la construction, la réhabilitation de l'école fondamentale de Doucombo dont la durée initiale des travaux était prévue à 4 mois est prolongée finalement à 6 mois.

Il faut aussi souligner que lors de la collecte des données (septembre 2023) la plupart des infrastructures à réaliser dans les communes n'avait un niveau d'exécution dépassant les 70%. Cette situation a connu une amélioration en raison de certaines infrastructures finalisées en novembre et décembre 2023. Les progrès en lien avec les réalisations sont établis comme suit :

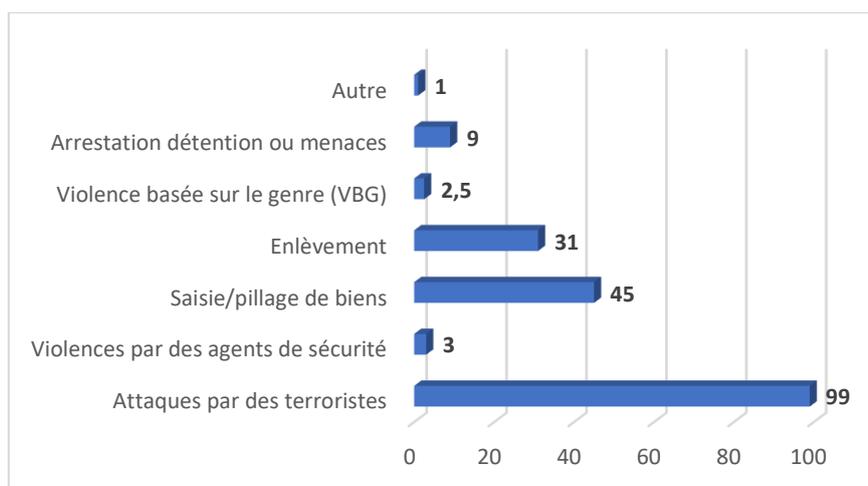
Dans le domaine de l'eau et l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'on note 47 infrastructures composés de 39 infrastructures de franchissement (35 radiers, 3 dalots, et 1 piste rurale) et 8 adductions d'eau potable (forage). Sur le plan éducatif, 6 écoles construites/réhabilitées et ou équipées dans deux communes (Doucombo, pignari-bana) ont fait l'objet de réception provisoire en décembre 2023. Dans le domaine sanitaire, 2 infrastructures sanitaires (CSCOMs) planifiées pour être équipées du système solaire connaissent de retard important. Ce retard trouve des explications dans les procédures internes à l'organisation (PNUD) liés aux achats via LTA international.

Le pourcentage des ménages des sites JAP qui déclarent qu'il y a de la sécurité dans leur milieu de résidence (ventilé par âge, sexe et lieu)			
Cible annuelle 2023 : 50%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 : Global : -32% Femmes : -39% Jeunes : -34%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 30,4% (29,8% en sécurité et 0,6% très en sécurité) Femmes : 29% Jeunes : 45,5% (en sécurité 43,8% en sécurité et 1,7% très en sécurité)	Global : 18% Femmes : 11% Jeunes : 16 %	Global : -12,4% Femmes : -18% Jeunes : -31%
Bandiagara	Global : 34% Femmes : 25%	Global : 9% Femmes : 0% Jeunes : 0%	Global : -25% Femmes : -25%
Dandoli	Global : 30% Femmes : 25%	Global : 2% Femmes : 0% Jeunes : 0%	Global : -28% Femmes : -25%
Doucombo	Global : 0%	Global : 15% Femmes : 17% Jeunes : 18%	Global : 15% Femmes :
Dourou	Global : 34%	Global : 15%	Global : -19%

	Femmes : 25%	Femmes : 0% Jeunes : 6%	Femmes : -25%
Pignari-bana	Global : 24% Femmes : 27,6%	Global : 37% Femmes : 27% Jeunes : 39%	Global : 13% Femmes : -0,6%

L'analyse contenue dans le tableau ci-haut explique en quintessence que l'atteinte à la cible annuelle qui est de 50% est préoccupante en raison de l'écart important de (-32%). Les progrès attendus ont plutôt évolué à la baisse contrairement aux attentes qui devraient conduire à la hausse. La situation de référence comparée à celle au milieu de l'année 2023 laisse entendre que l'on a enregistré le recule (-12,4%) en termes de bonne perception sur la sécurité des personnes. La régression la plus importante contribuant à baisser la perception dans les communes d'intervention est notée dans la commune de Dandoli (-28%). Il faut noter que cette commune a vu la localité voisine notamment Pignari-Bana subir des attaques terroristes récentes avec des conséquences fâcheuses notamment le déplacement massif des populations vers le chef-lieu de la région de Bandiagara qui fait naître le sentiment d'insécurité. En plus de cela, diverses causes participeraient à exacerber la perception comme évoquées dans le graphique ci-dessous :

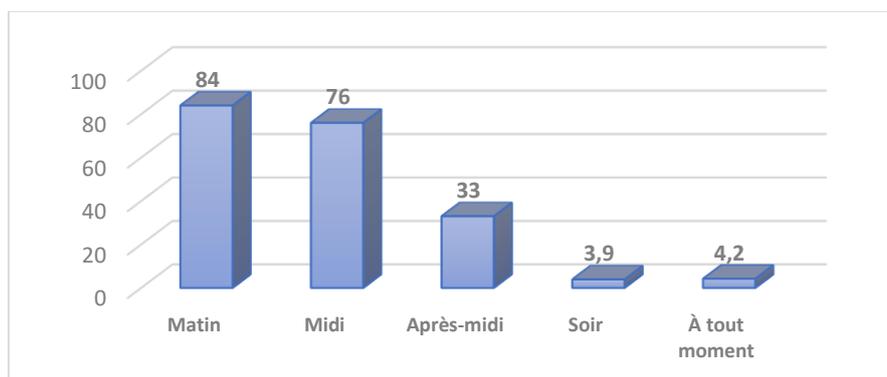
Graphique N° 1 : Pourcentage des ménages qui ont durant les trois derniers mois personnellement été témoins ou qui ont vécu et/ou connaissent des membres de leur communauté qui ont été témoins ou qui ont subi toute forme de violence ou d'insécurité suivant les catégories.



Source : étude de perception EMP-PNUD-septembre 2023

Aussi, la perception de la sécurité des personnes à l'intérieur de leur maison est de 47% contrairement aux 53% qui estimeraient que même dans leur propre maison elles ne seraient pas en sécurité. Cette perception varie suivant les moments de la journée. Car les données révèlent que la sécurité est moins élevée la nuit par rapport au matin.

Graphique N°2 : appréciation de la sécurité suivant les moments



Source : étude de perception EMP-PNUD-septembre 2023

Cette tendance d'insécurité élevée le matin et à Midi s'expliquerait par le fait que les attaques des Groupes Armés Terroristes (GATs) estimées à hauteur de 99%, la saisi/pillage des biens 45% comme sources d'insécurité se passent la plupart à des heures où les populations se déplacent en journées pour des activités économiques. Il s'agit également des déplacements inter communes lors des marchés hebdomadaires.

Même si les données de référence ne portaient sur la perception du sentiment de sécurité le soir, les infrastructures relevant de la sécurité notamment 420 lampadaires solaires installés sur 502,8 km sur la voirie urbaine dans les 5 communes contribueraient à changer la perception des populations de la zone d'intervention du projet.

Le pourcentage des ménages des sites JAP qui déclarent être satisfait des services de sécurité fournis par l'Etat			
Cible annuelle 2023 :70%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -46%	
		Femmes : -48%	
		Jeunes : -50%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global :57 Femmes : 57,6% (56% de satisfait et 1,6% de très satisfait) Jeunes : 61% (56% de très satisfait et 1,6% de très satisfait)	Global : 24% Femmes : 22% Jeunes : 20%	Global : -33% Femmes : -35,6% Jeunes : -41%
Bandiagara	Global : 57,5%	Global : 31% Femmes : 27% Jeunes : 29%	Global : -26,5%
Dandoli	Global : 61,6%	Global : 12% Femmes : 14% Jeunes : 0%	Global : -49,6%
Doucombo	Global : 2,8%	Global : 32% Femmes : 50% Jeunes : 32%	Global : 29,2%
Dourou	Global : 62,9%	Global : 22% Femmes : 0% Jeunes : 12	Global : -40,9%
Pignari-Bana	Global : 59,8%	Global : 17%	Global : -42,8%

		Femmes : 7% Jeunes : 22%	
--	--	-----------------------------	--

Le sentiment des populations sur la satisfaction des services de sécurité a connu une régression. Elle est passée de 57% à 24% de satisfaction entrant un gap de -46% comparée à la cible annuelle 2023 qui est de 70%. Cette dépréciation des services de sécurité trouverait des explications dans la dégradation de la situation sécuritaire dans la région d'intervention ayant entraîné le déplacement des populations de Dandoli dans le chef-lieu de la région (Bandiagara). L'analyse portant sur l'indicateur **Le pourcentage des ménages des sites JAP qui déclarent qu'il y a de la sécurité dans leur milieu de résidence (ventilé par âge, sexe et lieu) en témoigne largement. Elle relève que l'écart le plus important est enregistré dans cette commune avec -28%** comparé aux données de références. Ainsi, cette situation contribuerait globalement à maintenir en baisse le sentiment des populations.

Pourcentage d'individus participant aux interventions de renforcement des moyens de subsistance dans les sites JAP estimant qu'il y a eu une amélioration de leurs moyens d'existence (ventilés par âge, sexe et lieu)			
Cible annuelle :100%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 : Global : -4%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 98%	Global :96%	Global : -2%

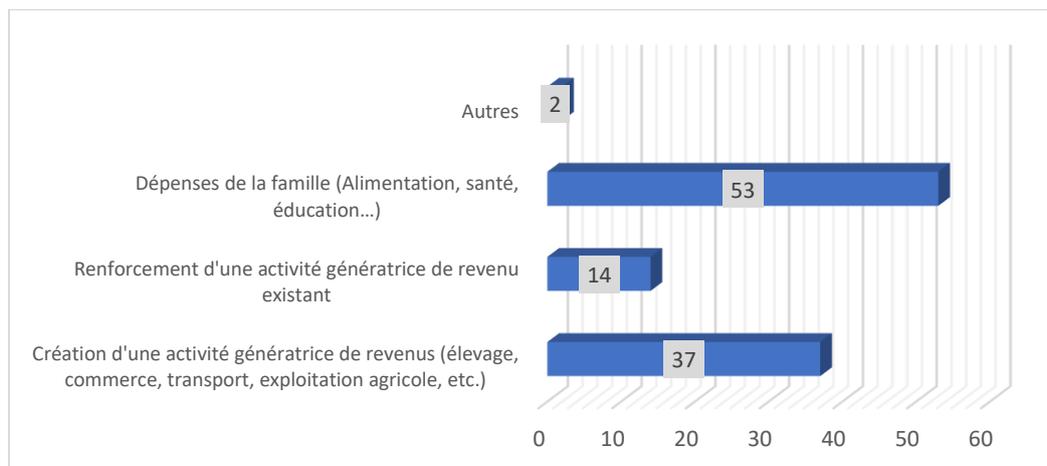
Le tableau supra explique qu'il y a un écart de -4% de la cible annuelle pour la phase. De façon globale, l'analyse reste positive en raison des 96% des personnes interrogées qui estiment avoir augmenté leur revenu.

Tableau N°1 : le pourcentage d'augmentation des revenus des bénéficiaires dans le domaine de moyens de subsistance (formation, équipements, cash for work) suivant les périodes :

Tranche en pourcentage	Pourcentage global	Bénéficiaires de moins de 3 mois (en pourcentage)	Bénéficiaires de 3 à 6 mois (en pourcentage)	Bénéficiaires de 6 à 9 mois (en pourcentage)
[0 à 50%]	31	28	57	100
[60 à 80%]	60	63	43	0
[90% et +]	8,5	9	0	0

L'analyse globale issue du tableau ci-haut démontre que la tranche d'augmentation des revenus des bénéficiaires la plus importante se trouverait entre 60 à 80% avec 60% des ménages interrogés suivie de celle de zéro à 50% avec 31%. L'on note également que les ménages ayant bénéficié des appuis il y a moins de 3 mois sont plus nombreux dans la tranche de 60 à 80% avec 63% des ménages. Dans la catégorie des bénéficiaires ayant reçu des appuis entre 3 à 6 mois, la tranche la plus importante est de zéro à 50% avec 57% de personnes interrogées. Il faut souligner aussi que les ménages qui ont bénéficié des appuis dans les domaines de moyens de subsistance entre 6 et 9 mois ont tous augmenté entre zéro et 50% leur revenu. Cette amélioration des moyens d'existence a permis aux ménages d'orienter ces revenus dans divers domaines ci-dessous :

Graphique N°3 : Orientation des revenus issus des appuis en moyens d'existence du projet



L'orientation des revenus dans les charges familiales 53% expliquerait la précarité dans le contexte d'intervention avec peu de possibilité offerte aux populations pour satisfaire les besoins vitaux. La naissance des nouvelles initiatives se traduisant par la création d'activités génératrices de revenus avec 37% des populations est d'une extrême importance dans le maintien des populations en général et les jeunes en particulier dans un contexte où cette couche est exposée au recrutement des groupes extrémistes. Il faut souligner ces progrès ont été enregistrés grâce aux activités de cash for work.

Tableau N°2 : présentation des bénéficiaires de cash for work suivant le sexe et le statut jeune de l'année 2023 :

Synthèse 2023					
	Commune	Total	Femmes	Jeunes	PDI
1	Bandiagara	1567	890	1304	241
2	Dandoli	248	127	193	4
3	Dourou	250	131	229	8
4	Doucombo	250	132	233	30
5	Pignari-Bana	0	0	0	0
	TOTAL	2315	1280	1959	283

Tableau N°3 : Présentation des bénéficiaires de cash for work suivant le genre, le statut jeune et les communes des années 2022 et 2023 :

CUMUL ANNEE 2022 ET 2023					
N°	IDENTIFICATION	EFFECTIFS			
	COMMUNES	TOTAL	FEMMES	JEUNES	PDI
1	Bandiagara	2895	1559	2439	241
2	Dandoli	248	127	193	4
3	Dourou	250	131	229	8
4	Doucombo	250	132	233	30
5	Pignari-Bana	0	0	0	0

TOTAL	3643	1949	3094	283
--------------	-------------	-------------	-------------	------------

De façon globale, l'année 2023 a permis d'injecter plus 350 000 000 FCFA (prêt de 600 000 USD) sur 2315 personnes dont 1280 femmes (53%), 1959 jeunes (85%) et comprenant 283 (12%) personnes déplacées internes (PDI) de bénéficier des activités de cash for work dans 04 communes d'intervention. Ces personnes ont participé grâce aux différentes tâches mentionnées ci-dessous :

De manière spécifique, prêt de 200 000 000 FCFA ont été investis sur les femmes, plus de 300 000 000 FCFA chez les jeunes et plus de 30 000 000 FCFA chez les personnes déplacées internes.

Ces bénéficiaires ont été répartis dans les communes à travers différentes tâches à savoir durant environ 60 jours en 03 phases. Les taux journaliers appliqués aux tâches sont :

- Ouvriers, distributeurs d'eau : 2000 FCFA ;
- Superviseurs, aides-soignants (es), main d'œuvre qualifiée : 5000 FCFA ;
- Conducteurs de tricycle : 15 000 FCFA.

Tableau N°4 : Répartition des bénéficiaires de l'année 2023 suivant les communes et les tâches :

Période de : synthèse 2023						
N	Tâches	Bandiagara	Dandoli	Dourou	Doucombo	TOTAL
1	Ouvrier	1397	230	230	230	2087
2	Superviseurs	54	5	6	6	71
3	Aide-soignant	6	5	6	6	23
4	Distributeur d'eaux	5	2	2	2	11
5	Main d'œuvre qualifiée	56	0	0	0	56
6	Conducteurs Tricycles	49	6	6	6	67
TOTAL		1567	248	250	250	2315

Au cours de l'année 2023, bien d'autres activités de renforcement de capacité des acteurs ont contribué à améliorer ce résultat. Il s'agit de la formation sur la thématique de : entrepreneuriat facteur de cohésion sociale, leadership féminin, techniques de production sur les filières porteuses gestion administrative et financière de base (mécanisme de gestion d'une coopérative communautaire), réseautage et recherche de financement, marketing. Cette formation a vu la participation de 351 personnes dont 250 femmes et 101 jeunes.

Pourcentage des ménages dans les sites JAP qui déclare avoir accès à la justice (désagré par âge, sexe et lieu)			
Cible annuelle 2023 : 70%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 1%	
		Femmes : -2%	
		Jeunes : 4%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 59% Femmes : 53%	Global : 71% Femmes : 68%	Global : 12 Femmes : 15

	Jeunes : 71%	Jeunes : 74%	Jeunes : 3%
Bandiagara	Global : 68% Femmes : Jeunes :	Global : 90% Femmes : 73% Jeunes : 100%	Global : 22% Femmes : Jeunes :
Dandoli	Global : 45%	Global : 82% Femmes : 100% Jeunes : 90%	Global : 36%
Doucombo	Global : 22%	Global : 82% Femmes : 67% Jeunes : 86%	Global : 37%
Dourou	Global : 45%	Global : 79% Femmes : 50% Jeunes : 82%	Global : 34%
Pignari-Bana	Global : 52%	Global : 36% Femmes : 40% Jeunes : 44%	Global : -16

L'analyse issue du tableau ci-haut explique de manière générale que la cible est atteinte avec un dépassement de 1%. Cependant, l'analyse désagrégées par sexe fait état d'un gap de 2% pour combler la cible annuelle qui est de 70%. C'est dans la commune de Pignari-Bana que la perception est en baisse de 16% comparé à la situation de référence.

Les progrès enregistrés ne pourraient être imputés au projet stabilisation du fait que les activités mises en œuvre conformément aux plans de travail annuel au démarrage du projet ne concourent pas vers l'atteinte de ce résultat. L'environnement du projet serait boosté par d'autres acteurs évoluant dans le secteur dont les réalisations (infrastructures de sécurité et de justice, le renforcement des acteurs judiciaires) expliqueraient ces progrès.

Niveau de confiance accordé par les ménages au processus de rétablissement du tissu économique dans les zones cibles (UE)			
Cible annuelle 2023 : 35%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 19% Femmes : 15% Jeunes : 23%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 28%	Global (assez et beaucoup de confiance) : 54% Femmes (assez et beaucoup de confiance) : 50% Jeunes (assez et beaucoup de confiance) : 58% Global (Moyennement confiance) : 35% Femmes (Moyennement confiance) : 35% Jeunes (moyennement confiance) : 30%	Global : 26%
Bandiagara	Global :	Global (assez et beaucoup de confiance) : 65%	

		Femmes (assez et beaucoup de confiance) : 76% Jeunes :43%	
Dandoli		Global (assez et beaucoup de confiance) : 55% Femmes (assez et beaucoup de confiance) :71% Jeunes (assez et beaucoup de confiance) :70%	
Doucombo		Global (assez et beaucoup de confiance) : 19% Femmes (assez et beaucoup de confiance) :8% Jeunes : 32%	
Dourou		Global (assez et beaucoup de confiance) : 89% Femmes (assez et beaucoup de confiance) : 50% Jeunes : 94%	
Pignari-Bana		Global (assez et beaucoup de confiance) : 47% Femmes (assez et beaucoup de confiance) : 47% Jeunes (assez et beaucoup de confiance) : 56%	

La confiance dans le rétablissement du tissu économique connaît un progrès remarquable avec un dépassement de la cible de 19%. Il s'agit en effet, de la perception des personnes qui ont assez de confiance et beaucoup de confiance à la fois. Les actions en lien avec la cible ayant contribué seraient les appuis aux 31 groupements composés de 1508 personnes dont 1266 (**83,95%**) femmes et 729 (**48,34%**) jeunes en 2022 et les activités de cash for work ayant touché 2428 personnes (**années 2022 et 2023**) dont 1277(**52,59%**) femmes et 2212 (**91%**) jeunes. Au-delà de ces appuis les infrastructures de productions entre autres 05 plateformes de multifonctionnelles, l'aménagement des espaces maraichers dans les communes de Dandoli (**99,59% du niveau d'exécution des travaux**) ; Bandiagara (**100% du niveau d'exécution des travaux**) et Doucombo (**99,33% du niveau d'exécution des travaux**) participeraient améliorer cette perception.

Pourcentage des ménages qui estiment avoir confiance au processus de rétablissement du contrat social dans les zones cibles	
Cible annuelle 2023 : 60%	Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 : Global : -13% Femmes : Jeunes :

Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 47%	Global : 47%	Global : 0%
Bandiagara	Global : 60%	Global : 60%	Global : 0%
Dandoli	Global : 11%	Global : 11%	Global : 0%
Dourou	Global : 13%	Global : 13%	Global : 0%
Doucombo	Global : 2%	Global : 2%	Global : 0%
Pignari-Bana	Global : 14%	Global : 14%	Global : 0%

L'indicateur ne connaît pas de progrès dans sa globalité. Il faut souligner que des progrès sont attendus sur l'amélioration de la sécurité dans certaines communes entre autres Dandoli, Doucombo et Pignari-Bana qui ont connu d'attaques. Cette amélioration sera le gage du niveau de confiance entre les populations et les autorités en charge de la protection des personnes et de leurs biens. Ainsi, les opportunités de la relance dans la commune comme celle de Pignari-Bana qui n'a pas connu des activités de cash for work pourra en bénéficier avec un effet multiplicateur d'effet de confiance dans les communes d'intervention.

Pourcentage des jeunes des sites JAPs exerçant une activité économique (employeur ou employé)			
Cible annuelle 2023 : 70%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -25%	
		Femmes :	
		Jeunes :	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 61%	Global : 45% Femmes : 35% Jeunes : 61%	Global : -16%
Bandiagara	Global : Indisponible	Global : 51% Femmes : 55% Jeunes : 86%	
Dandoli	Global : Indisponible	Global : 14% Femmes : 14% Jeunes : 10%	
Dourou	Global : Indisponible	Global : 51% Femmes : 100% Jeunes : 76%	
Doucombo	Global : Indisponible	Global : 70% Femmes : 42% Jeunes : 73%	
Pignari-Bana	Global : Indisponible	Global : 28% Femmes : 27% Jeunes : 50%	

45% de personnes interrogées pour la période ont déclaré avoir une activité économique dans les communes d'intervention. Bien qu'il y ait un gap de 25% de la cible de l'indicateur (70%), Il faut rappeler que la collecte des données s'est déroulée pendant que bien d'autres initiatives du projet entre autres l'aménagement des périmètres maraichers, la réhabilitation des marchés en cours de finition pourraient contribuer à la création d'emplois.

ANALYSE DES PRODUITS :

Produit 1 : Les bases d'une présence durable des autorités de l'État sont établies (justice et sécurité)

Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention			
Cible annuelle 2023 : 16		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 1	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 15	Global : 16	Global : 1
Bandiagara	Global : 6	Global : 7	Global : 1
Dandoli	Global : 1	Global : 1	Global : 0
Dourou	Global : 2	Global : 2	Global : 0
Doucombo	Global : 1	Global : 1	Global : 0
Pignari-Bani	Global : 5	Global : 5	Global : 0

Les 15 infrastructures mentionnées dans l'année 2022 constituent la situation de référence dans les communes d'intervention. La cible indiquée de l'année 2023 est d'une infrastructure. Le tableau ci-dessous fait état des infrastructures existante en 2022 (situation de référence).

Tableau N°5 : Nombre d'infrastructures par commune en 2022

Nombre d'infrastructures publiques en 2022 (situation de référence)									
N°	Localité	Justice	Commissariats	Gendarmerie	Mairie	Sous-préfecture	Services techniques	TOTAL	Commentaires
1	Pignari-Bana	0	0	1	1	1	2	5	1 local élevage et 1 local de l'agriculture
2	Dandoli	0	0	0	1	0	0	1	
3	Bandiagara	1	1	1	1	1	1	6	Service technique (ADR)
4	Dourou	0	0	0	1	1	0	2	
5	Doucombo	0	0	0	1	0	0	1	
TOTAL		1	1	2	5	3	3	15	

Pour l'année 2023, la réhabilitation et l'équipement du bâtiment abritant les services techniques dans la commune de Bandiagara a constitué la réalisation en lien avec l'indicateur. En effet, la cible cumulée qui a atteint 16 infrastructures participerait à l'amélioration des conditions de travail des services techniques grâce la capacité d'accueil additionnel de 34 places assises.

Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) équipées dans les zones d'intervention			
Cible annuelle 2023 : 16		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 0	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 15	Global : 16	Global : 1
Bandiagara	Global : 06	Global : 07	Global : 1
Dandoli	Global : 01	Global : 01	Global : 0
Dourou	Global : 02	Global : 02	Global : 0
Doucombo	Global : 01	Global : 01	Global : 0
Pignari-Bani	Global : 05	Global : 05	Global : 0

La prévision de la cible de l'indicateur est atteinte en raison de 16 infrastructures planifiées. En effet, dans la situation de référence 15 infrastructures existaient et étaient équipées. Pour l'année 2023, les progrès consiste à renforcer le niveau d'équipements existant. La seule structure ayant connu de renforcement est le bâtiment abritant les services techniques de l'Etat. Il s'agit de la capacité d'accueil additionnelle de 34 places assises grâce aux appuis du projet.

Pourcentage des sites Jap disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité			
Cible annuelle 2023 : 100%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 0%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes juin 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Bandiagara	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Dandoli	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Dourou	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Doucombo	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Pignari-Bani	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%

La situation des sites JAPS mentionnée dans le tableau ci-haut est la situation de référence du projet. Il ne s'agit pas des résultats imputables au projet. Aussi, il faut souligner que le plan de travail annuel validé ne prévoyait aucune action pouvant contribuer à la contribution à l'amélioration d'un aspect de cet indicateur.

Nombre de lampadaires installés dans les zones cibles			
Cible annuelle 2023 : 698		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global :0	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 0	Global : 698	Global : 698
Bandiagara	Global : 0	Global : 308	Global : 308
Dandoli	Global : 0	Global : 110	Global : 110
Dourou	Global : 0	Global : 120	Global : 120
Doucombo	Global : 0	Global : 90	Global : 90
Pignari-Bani	Global : 0	Global : 70	Global : 70

L'installation de 698 lampadaires solaires sur les voiries urbaines dans les 05 communes participe à la sécurité des personnes la nuit de 5449 ménages. De façon spécifiques ces installations touchent 1112 ménages de Pignari-bana, 3115 ménages de Bandiagara, 389 ménages de Dandoli, 180 ménages de Doucombo et 653 ménages de Dourou. Aussi, il faut souligner que trois de ces communes (Pignari-Bana, Dandoli, Dourou) ont fait l'objet des attaques terroristes durant l'année 2023. Aussi, l'étude de perception sur le sentiment de sécurité (EMP-PNUD-Septembre 2023) des population le soir explique que le problème de sécurité se pose avec acuité le soir. Selon les données de cette source 4% des populations dans les communes d'intervention déclarent être en sécurité le soir. Le sentiment de sécurité chez les femmes est de 6% contre 4% chez les jeunes. Les personnes déplacées internes estimerait également à 4% leur sentiment de sécurité le soir dont 0% chez les femmes et 33% pour les jeunes.

Bien que les lampadaires solaires servant d'éclairage public constituent des éléments contributifs à la sécurité le soir, la dimension contrôle ponctuel des groupes d'autodéfense, la patrouille des forces intérieurs de sécurité devraient également être booster pour soutenir les efforts en lien avec les infrastructures précitées.

Tableau N° 6: Récapitulatif des lampadaires par commune et par année

N°	Commune	Année 2022	Septembre 2023	TOTAL
		Nombre	Nombre	
1	Bandiagara	158	150	308
2	Dandoli	30	80	110

3	Dourou	30	90	120
4	Doucombo	30	60	90
5	Pignari-Bana	30	40	70
TOTAL		278	420	698

Le tableau ci-haut fait état de 420 lampadaires solaires installés au cours de l'année 2023. Ceci explique que la cible est atteinte à 100%. De façon globale, l'installation cumulée des 698 lampadaires solaires est faite sur la voirie urbaine sur 836,4 km répartis dans les 05 communes de la zone d'intervention du projet.

Produit 2 : les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles

Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, etc.) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention			
Cible annuelle 2023 : 175		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -3	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes en 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 127	Global : 172	Global : 45
Bandiagara	Global : 45	Global : 47	Global : 02
Dandoli	Global : 14	Global : 14	Global : 0
Dourou	Global : 31	Global : 31	Global : 0
Doucombo	Global : 18	Global : 22	Global : 04
Pignari-Bani	Global : 19	Global : 58	Global : 39

Les progrès font état de 98% d'atteinte du niveau des infrastructures avec 172 infrastructures sur 175 prévues. L'écart de 3 infrastructures représentant 2% d'écart d'atteinte de la cible et est lié aux infrastructures sanitaires planifiées mais dont la réalisation n'a pas connu de progrès. Les raisons qui soutiennent le retard dans l'exécution demeurent dans la procédure d'achat de l'organisation engagée au niveau de la région de Dakar. Les réalisations ayant permis d'atteindre ce niveau sont entre autres :

- 06 écoles réhabilitées et équipées dans 02 communes : Pignari-Bana (05) et Doucombo (01) ;
- 01 piste rurale aménagée dans la commune de Pignari-Bana ;
- 03 dalots construits dans 02 communes notamment Bandiagara (01) et Pignari-Bana (02) ;
- 35 radiers construits dans 03 communes : Bandiagara (1) ; Doucombo (03) et Pignari-Bana (31).

Globalement 407 115 570 francs CFA (673 274 USD) dont 58 876 890 FCFA (97 369 USD) dans le secteur éducatif ont été investis pour la réalisation des infrastructures citées ci-haut.

Tableau N°7 : récapitulatif des infrastructures sanitaires et éducatives

N°	COMMUNE	Baseline : Année 2022			Année 2023		
		NOMBRE			NOMBRE		
		ECOLE	CENTRE DE SANTE	TOTAL	ECOLE	CENTRE DE SANTE	TOTAL
1	Doucombo	15	3	18	16	3	19
2	Bandiagara	39	6	45	39	6	45
3	Pignari-Bana	16	3	19	21	3	24
4	Dourou	28	3	31	28	3	31
5	Dandoli	13	1	14	13	1	14
TOTAL		111	16	127	117	16	133

Le tableau ci-dessus explique l'amélioration qualitative des infrastructures en l'occurrence éducatives dont 6 ont été réhabilitées et équipées dans les communes d'intervention. Cependant les centres de santé n'ont pas connu de progrès avec des efforts en attentes pour la perspective d'avenir avec 03 infrastructures à réhabilitées.

Nombre de forages construits/réhabilités dans les zones cibles			
Cible annuelle 2023 : 56		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 1	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 48	Global : 56	Global : 08
Bandiagara	Global : 16	Global : 16	Global : 0
Dandoli	Global : 04	Global : 07	Global : 03
Dourou	Global : 02	Global : 02	Global : 0
Doucombo	Global : 17	Global : 19	Global : 02
Pignari-Bani	Global : 09	Global : 12	Global : 03



Image d'adduction d'eau à Dandoli

La fourniture d'accès à l'eau dans les 03 communes d'intervention s'est améliorée avec la réception des infrastructures dédiées au mois de novembre 2023 notamment l'adduction d'eau potable. Il s'agit de 8 forages d'un

montant total de **135 560 000 XOF (224 185 USD)**. Ces ouvrages sont répartis dans les communes de Pignari-Bana (03), Doucombo (02), Dandoli (03).

Nombre et d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables			
Cible annuelle 2023 : 4		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 0	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes juin 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 02	Global : 4	Global : 1
Bandiagara	Global : 0	Global : 01	Global : 1
Dandoli	Global : 01	Global : 01	Global : 0
Dourou	Global : 0	Global : 0	Global : 0
Doucombo	Global : 01	Global : 01	Global : 0
Pignari-Bani	Global : 0	Global : 01	Global : 0

Les données de références (2022) font état de deux infrastructures équipées des technologies renouvelables. Les infrastructures concernées sont les mairies dans les communes de Doucombo et Dandoli.

La cible annuelle 2023 est atteinte en raison des deux infrastructures planifiées pour être équipées qui ont été effectives. Il s'agit de la mairie de la commune de Pignari-Bana et le bâtiment abritant les services techniques de Bandiagara qui vu sa capacité énergétique en système solaire améliorée de 45 KVA.

Pourcentage des sites JAPs disposant d'infrastructures publiques (santé, école) aux normes

Cible annuelle 2023 : 80%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -27,24%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes juin 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 52,76%	Global : 52,76%	Global : 0%
Bandiagara	Global : 91%	Global : 91%	Global : 0%
Dandoli	Global : 100%	Global : 100%	Global : 0%
Dourou	Global : 0%	Global : 0%	Global : 0%
Doucombo	Global : 27,78%	Global : 27,78%	Global : 0%
Pignari-Bani	Global : 36,84%	Global : 36,84%	Global : 0%

Bien que les acteurs de l'éducation devant aider à apprécier la norme sur la base des nouvelles réalisations avant que les progrès ne soient pris en compte pour l'année 2023, l'on peut citer des avancées significatives. Ces progrès seraient induits grâce aux 6 écoles construites/équipées et ou équipées dans l'optique d'améliorer la fourniture de qualité de l'éducation. Il s'agit de 05 infrastructures de la commune de Pignari-Bana et 01 infrastructure de Doucombo.

Tableau N° 8 : Répartition des écoles et centres de santé suivant le statut du respect et non-respect des normes :

COMMUNES	EDUCATION			SANTE			Global (santé et éducation)
	Ecoles dans les normes	Ecoles pas dans les normes	Total Ecoles	Centre de santé dans les normes	Centres de santé pas dans les normes	Total Centres de santé	Pourcentage des écoles et centres de santé dans respectant les normes
Doucombo	4	11	15	1	2	3	27,78
Bandiagara	37	2	39	4	2	6	91,11
Pignari-Bana	5	11	16	2	1	3	36,84
Dourou	0	28	28	0	3	3	0
Dandoli	13	0	13	1	0	1	100
	59	52	111	8	8	16	52,76

Source administrative EMP_PNUD_spetembre 2023 :

Produit 3 : Les communautés cibles bénéficient de moyens de subsistance pour relancer l'économie locale

Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu)

Cible annuelle 2023 : 90%		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -69,51%	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes juin 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 20,49%	Global : 20,49%	Global : 0%
Bandiagara	Global : 12,16% Femmes : 18,93% Jeunes :	Global : 12,16%	Global : 0%
Dandoli	Global : 5,8% Femmes : 51,6%	Global : 5,8%	Global : 0%
Dourou	Global : 0,09%	Global : 0,09%	Global : 0%
Doucombo	Global : 0,1%	Global : 0,1%	Global : 0%
Pignari-Bani	Global : 2,3%	Global : 2,3%	Global : 0%

Source : étude EMP_PNUD_décembre 2022

L'écart global en lien avec la cible est de -69,51% mais connaîtra des avancées importantes à la fin d'année 2023 en raison de nombreuses activités (formations, cash for work etc.) qui permettront de toucher près de 1000 personnes.

L'écart global est de 69. Mais il faut noter qu'il s'agit des données de l'étude de décembre 2022. Toutefois, il convient de rappeler qu'au cours de l'année 2023 des activités tendant à toucher plus de bénéficiaires ont été faites. Il s'agit de 2315 bénéficiaires de cash for work ainsi que 351 personnes issues des groupements renforcés sur les thématiques nécessaires à l'amélioration de la productivité.

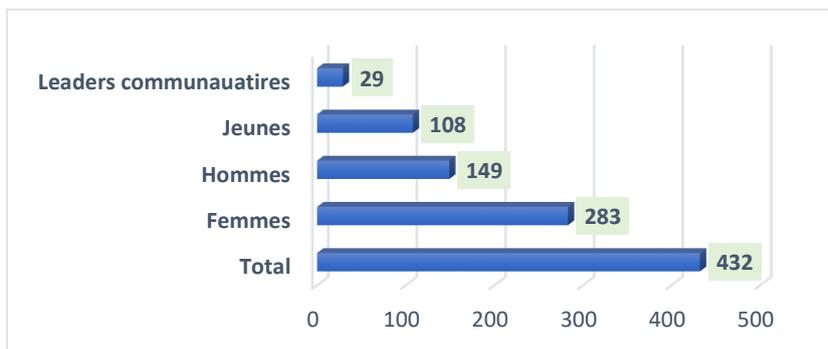
Nombre de personnes formées pour leur permettre de saisir des opportunités économiques (formation en création et gestion de micro-entreprise, AGR, corps de métier, etc.)			
Cible annuelle 2023 : 534		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : 0	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 0 Femmes : 0 Jeunes : 0	Global : 534 Femmes : 360 Jeunes : 171	Global : 534 Femmes : 360 Jeunes : 171
Bandiagara	Global : Femmes : Jeunes :	Global : 215 Femmes : 158 Jeunes : 40	Global : 215 Femmes : 158 Jeunes : 40
Dandoli	Global : Femmes : Jeunes :	Global : 71 Femmes : 40 Jeunes : 8	
Dourou	Global : Femmes : Jeunes :	Global : 70 Femmes : 39 Jeunes : 31	Global : 70 Femmes : 39 Jeunes : 31
Doucombo	Global : Femmes : Jeunes :	Global : 69 Femmes : 46 Jeunes : 10	Global : 69 Femmes : 46 Jeunes : 10
Pignari-Bana	Global : Femmes :	Global : 109 Femmes : 77	Global : 109 Femmes : 77

	Jeunes	Jeunes : 39	Jeunes : 39
--	---------------	--------------------	--------------------

La cible annuelle 2023 a été atteinte à 100% en cette période grâce deux formations organisées pour la période.

Tableau N°9 : récapitulatif des personnes formées suivant les thématiques : Thématiques	Communes	Total	Femmes	Hommes	Jeunes	Leaders communautaires	Période
Les rôles et responsabilités des membres du comité de gestion et des leaders communaux ; Tenue des outils de gestion ; entretien et maintenance des installations ; le suivi des plateformes multifonctionnelles	Dourou	15	6	9	2		Juin-23
	Doucombo	15	7	8	2		
	Dandoli	17	6	11	2		
	Pignari-Bana	15	5	10	0		
	Bandiagara	19	9	10	1		
Total 1		81	33	48	7		
Formation sur la gestion d'entreprise, le réseautage, le Marketing et le leadership	Bandiagara,	102	77	22	0		Du 25 au 7 Août 2022 et du 29 au 31 Août 2022
Total 2		102	77	22	0		
Formation:entrepreneuriat facteur de cohésion sociale, leadership féminin, techniques de production sur les filières porteuses gestion administrative et financière de base (mécanisme de gestion d'une coopérative communautaire), réseautage et recherche de financement, marketing	Bandiagara	94	72	22	39	8	29 août au 9 septembre 2023
	Dandoli	54	34	20	6	4	
	Dourou	55	33	22	9	5	
	Doucombo	54	39	15	8	4	
	Pignari-Bana	94	72	22	39	8	
Total		351	250	101	101	29	
Total général		534	360	171	108	29	

Graphique N° 4: Répartition des effectifs des bénéficiaires des formations en lien avec la relance économique année 2023



Pour appréhender les progrès en lien avec la formation sur la gestion d'entreprise, le réseautage, le Marketing et le leadership, une mission de suivi évaluation genre a été organisée (**08 au 14 août 2023**) dans la commune de Bandiagara. Il a été observé une avancée dans la capacité de certains groupements en termes de la tenue de la comptabilité se traduisant par l'enregistrement des charges (entrées, sorties). Mais la dimension planification des activités et la production des comptes rendus des réunions

demeurent un défi. Ainsi ce suivi de proximité est un cadre essentiel pour des appuis conseil durant la phase de mise en œuvre et participe à corriger les imperfections susceptibles de conduire vers la structuration et l'atteinte des résultats du produit.

Nombre de bénéficiaires de subventions en cash ou en matériel			
Cible annuelle 2023 : 2500		Progrès en lien avec la cible annuelle 2023 :	
		Global : -992	
Localité	Situation de référence 2022	Cibles atteintes septembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
Global dans la zone d'intervention	Global : 0	Global : 1508 Femmes : 1266 Jeunes : 729	Global : 1508 Femmes : 1266 Jeunes : 729
Bandiagara	Global : 0 Femmes : 0 Jeunes : 0	Global : 604 Femmes : 527 Jeunes : 338	Global : 604 Femmes : 527 Jeunes : 338
Dandoli	Global : 0 Femmes : 0 Jeunes : 0	Global : 393 Femmes : 377 Jeunes : 133	Global : 393 Femmes : 377 Jeunes : 133
Dourou	Global : 0 Femmes : 0 Jeunes : 0	Global : 172 Femmes : 154 Jeunes : 17	Global : 172 Femmes : 154 Jeunes : 17
Doucombo	Global : 0 Femmes : 0	Global : 271 Femmes : 140	Global : 271 Femmes : 140

	Jeunes : 0	Jeunes : 181	Jeunes : 181
Pignari-Bani	Global : 0 Femmes : 0 Jeunes : 0	Global : 68 Femmes : 68 Jeunes : 10	Global : 68 Femmes : 68 Jeunes : 10

Tableau N°10 : Répartition des bénéficiaires des matériels de production suivant les domaines d'activités en 2022 :

N°	Domaines d'activités	Pourcentage globale	Pourcentage des femmes	Pourcentage des jeunes
1	Maraichage	21,62%	16,31%	10,08
2	Aviculture	8,8%	4,77%	6,03%
3	Teinture	2%	2%	1,5%
4	Pisculture	1%	0,53%	0,80%
5	Location des matériels de festività	13,86%	11,27%	3,12%
6	Transformation des produits locaux	47,68%	45,36%	23,87%
7	Transformation des déchets	3,58%	1,26%	2,52%
8	Restauration	1,46%	1,39%	0,49%
TOTAL		100%	82,63%	48,34%

Le tableau ci- haut retrace des appuis aux 31 groupements en 2022. Pour l'année 2023, il a été également planifié la remise des matériels a environ 1000 personnes au 4^{ème} trimestre de l'année 2023 dont le processus n'a pas été bouclé pour la période pour améliorer le niveau de l'indicateur.

Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)			
Cible annuelle 2023 : 53		Progrès en lien avec la cible annuelle : 16	
Globale dans la zone d'intervention	Situation de référence (2022)	Cible atteinte en décembre 2023	Progrès en lien avec la situation de référence
	Global : 37 Marché : 3 Magasin : 8 Périmètres maraichers : 16 Plateformes : 10	Global : 53 Marché : 04 Magasin : 11 Périmètres : 19 Plateformes : 15 Unités de transformation : 03 Marché à bétail : 01	Global : 16 Marché : 01 Magasin : 03 Périmètres : 03 Plateformes : 05 Unité de transformation : 03 Marché à bétail : 01
Bandiagara	Total : 3 Marché : 1 Magasin : 1 Périmètres maraichers : 1 Plateformes : 0	Global : 07 Marché : 1 Magasin : 02 Périmètres : 02 Plateformes : 01 Unités de transformation : 01	Global : 04 Marché : 0 Magasin : 01 Périmètres : 01 Plateformes : 01 Unités de transformation : 01
Dandoli	Total : 5 Marché : 0 Magasin : 1 Périmètres maraichers : 1	Global : 09 Marché : 0 Magasin : 02 Périmètres : 02	Global : 04 Marché : 0 Magasin : 01 Périmètres : 01

	Plateformes :3	Plateformes : 04 Unités de transformation : 01	Plateformes : 01 Unités de transformation : 01
Dourou	Total : 1 Marché :0 Magasin :0 Périmètres maraichers :0 Plateformes : 1	Global : 02 Marché :0 Magasin :0 Périmètres : 0 Plateformes : 02 Unités de transformation : 0	Global : 01 Marché :0 Magasin :0 Périmètres : 0 Plateformes : 01 Unités de transformation : 0
Doucombo	Total :9 Marché :0 Magasin :2 Périmètres maraichers :7 Plateformes :0	Global : 13 Marché : 0 Magasin :03 Périmètres : 08 Plateformes : 01 Unités de transformation : 01	Global : 04 Marché :0 Magasin :01 Périmètres : 01 Plateformes : 01 Unités de transformation : 01
Pignari-Bana	Total : 19 Marché : 2 Magasin : 4 Périmètres maraichers : 7 Plateformes multifonctionnelles : 6	Global : 22 Marché : 03 Magasin : 04 Périmètres : 07 Plateformes : 07 Unités de transformation : 0 Marché bétail : 01	Global : 03 Marché :01 Magasin :0 Périmètres : 0 Plateformes : 01 Unités de transformation : 0 Marché à bétail : 01



Image du périmètre maraicher de Bandiagara

La cible annuelle est atteinte en raison du niveau des 16 infrastructures atteint. Il faut noter que parmi les 16 infrastructures 05 (plateformes multifonctionnelles) ont été réalisées en 2022.

Les données de l'année 2023 font état de 11

infrastructures effectivement réalisées notamment 03 périmètres maraichers, 03 plateformes multifonctionnelles, 03 magasin de stockage, 01 marché hebdomadaire et 01 marché à bétail.

Produit 4 : Les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix

L'environnement de la mise en œuvre a connu de défis sécuritaires contraignant les populations des communes de Dourou a trouvé refuge dans le chef-lieu de la région de Bandiagara. Cet élément nouveau dans le contexte d'intervention serait de nature à créer de besoins supplémentaires en termes d'abris mais aussi de la pression sur les services sociaux de base dans la localité précitée. La coordination inter agence dans le cadre de nexus paix humanitaire développement a permis aux différentes agences selon leur mandat à se positionner pour la construction des abris pour le début d'année 2024. Cette initiative

participera résorber cette demande pressante dont sa mauvaise gestion conduirait à un sentiment d'abandon par les autorités administratives. En effet, le contrat social peinait à s'améliorer en raison des mouvements d'humeur des populations en lien avec la dégradation de la situation sécuritaire.

Pourcentage des sites JAPs disposant d'un mécanisme de médiation inclusive ayant organisé au moins 01 activité/initiative de promotion de la paix (médiation, prévention de conflits, sensibilisation, formation etc.)

Cet indicateur reformulé au cours de l'année 2023 n'a pas de cible. En effet, de nombreuses structures entre autres ERAR, RECOTRAD sont déjà mis en place dans la région d'intervention. Pour éviter la duplication des structures et d'aligner le projet stabilisation aux structures existantes, une évaluation externe de ces structures a été faite en vue d'apprécier dans quelle mesure les actions seront dimensionner pour être prises en compte pour l'indicateur. Aussi, des consultations ont été faites avec les autorités administratives dans une perspective pour la mise en place de la structure de veille susceptible de porter les actions.

Pourcentage des communes cibles disposant d'un mécanisme de suivi continu des conflits ou d'un système d'alerte précoce ayant fait au moins une alerte ou ayant organisé au moins 01 activité/initiative de prévention des conflits ou de promotion de la paix

Dans le même ordre d'idée que l'indicateur précédent, cet indicateur connaît la même situation avec la réflexion autour du cadre de veille.

Produit 4 : Le Mécanisme de Stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité

Taux de réalisation financière (delivery) du plan de travail annuel			
Situation de référence (Janvier 2023)	Cible annuelle 2023	Cible atteinte septembre 2023	Progrès en lien avec la cible annuelle
0%	100%	80,83%	-19,17%

Pourcentage de représentation féminine dans les Plateformes de Partenariat Local (niveau communal et village) / Comités de stabilisation			
Situation de référence (Janvier 2022)	Cible annuelle 2023	Cible atteinte septembre 2023	Progrès en lien avec la cible annuelle
4,35%	0%	4,35%	0%

Cet indicateur pour l'année 2023 n'a pas de cible. Ceci en raison de la structuration du comité de suivi local au niveau de la région. En effet, cette structure dans sa composition intègre les organisations et les services de l'Etat. Ainsi, les places ont été accordées aux différentes corporations entre autres les jeunes et les femmes. Ainsi, une organisation des femmes sur les vingt-trois que comportent le comité local est celle des femmes.

Taux de réalisation des cibles annuelle					
Indicateurs	Situation de référence 2022	Cibles prévues 203	Cibles atteintes 2023	Ecart	Pourcentage

Produit 1 : Les bases d'une présence durable des autorités de l'État sont établies (justice et sécurité)					
Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	15	16	16	0	100%
Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) équipées dans les zones d'intervention	15	16	16	0	100%
Nombre de lampadaires installés dans les zones cibles	0	698	698	0	100%
Produit 1					100%
Produit 2 : Les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles et/ou réhabilitées et accessibles					
Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, etc.) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	127	175	172	-3	98%
Nombre de forages construits/réhabilités dans les zones cibles	48	56	56	0	100%
Nombre d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables	02	04	04	0	100%
Produit 2					99%
Produit 3 : Les communautés cibles bénéficient de moyens de subsistance pour relancer l'économie locale					
Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu	20,49	90	20,49	-69,5	23%
Nombre de personnes formées pour leur permettre de saisir des opportunités économiques (formation en création	0	534	534	0	100%

et gestion de micro-entreprise, AGR, corps de métier, etc.)					
Nombre de bénéficiaires de subventions en cash ou en matériel	0	2500	1508	-992	60%
Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)	37	53	53	0	100%
Produit 3					71%
Produit 4 : le mécanisme de stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité					
Taux de réalisation financière (delivery) du plan de travail annuel	0	100	82	18	82%
Produit 4					82%
Global					88

Globalement l'indicateur de produit sur le produit 4 notamment les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix n'a pas de cibles en raison. Les actions sur le plan de travail annuel 2023 ne convergeaient vers l'atteinte des résultats attendus sur ce produit. En effet, il existe de nombreux mécanisme de prévention et de gestion de conflit et il était judicieux que le projet stabilisation s'enquiert des domaines nécessitant des appuis en vue de mieux dimensionner les appuis pouvant booster ce produit. Toutefois, les actions de sensibilisation devant impulser un environnement favorable à de nouvelles initiatives sont entreprises au profit des bénéficiaires qui sont les populations. En quintessence, il faut noter que la cible annuelle des indicateurs de produit pour l'année 2023 a atteint **88%**.

III. Les preuves du concept :

Le rétablissement durable des autorités de l'État et des prestataires de services de sécurité dans les communautés cibles par le redéploiement, le renforcement des capacités et l'amélioration des conditions de travail.

Théorie de changement :

Si, dans les communautés cibles stratégiques :

- **Les autorités étatiques (administrateurs, juges, services des ministères décentralisés) sont redéployées, les bases d'un financement durable sont établies et des incitations sont données pour rester dans la zone ;**
- **Des conditions de travail adéquates pour les fonctionnaires (sécurité, logement, eau, électricité, sécurité, salaires) sont assurées,**
- **Les prestataires de sécurité légitimes (gendarmerie, police communautaire) sont renforcés et améliorent leur coordination et leur interaction avec la population locale.**

- **La confiance entre les administrations locales, les forces de sécurité et la population s'accroît,**

Analyse du progrès en lien avec la théorie :



Salle de réunion des service techniques de Bandiagara

Dans les appuis à la restauration de l'autorité de l'Etat, les contributions du projet ont permis d'améliorer la capacité des services techniques de la région de Bandiagara par la mise à disposition des matériels de travail (11 ordinateurs, 11 mobiliers de bureaux, 11 motos) ainsi que la réhabilitation du bâtiment à Bandiagara abritant les différents services techniques et a permis d'améliorer leur performance. La

capacité d'accueil dans les bureaux s'est accrue de 34 places assises au sortir de la réhabilitation et équipements du bâtiment. Cette infrastructure servira de cadre pour la coordination des services techniques mais aussi des actions de paix et de cohésion sociale.

Cependant, la situation sécuritaire demeure précaire. En effet, le contexte en 2022 tendait à des incidents sécuritaires majeurs (Bandiagara était la région avec la majorité de déplacées au Mai). En début 2023, cette tendance a changé avec une accalmie qui aboutit au retour de 74 000 déplacés. Néanmoins, en fin de l'année 2023, on note une recrudescence de la violence, notamment des attaques par des groupes armés et extrémistes, qui conduise à nouveau à des déplacements massifs. Cela limite les progrès dans la théorie du changement concernant le volet du renforcement de la sécurité. L'enjeu majeur demeure dans la présence importante de l'armée malienne dans les communes des sites JAPS.

Face à la multiplicité des attentes pour la sécurisation des communes, le projet a contribué à renforcer la sécurité des populations par l'installation de 420 lampadaires solaires dans les 5 communes au cours de la période sur 502,8 km. Ainsi, les apports cumulés (années 2022 et 2023) du projet portent à 698 lampadaires solaire sur 836,4 km de la voirie urbaine.

L'établissement de la confiance entre les services de sécurité et les populations n'a pas connu de progrès. Il s'agit du recul noté dans la perception du sentiment de sécurité qui est passé de 30,4% (données de référence décembre 2022) à 18% (données étude septembre 2023). Les menaces ayant conduit aux déplacements massifs des population de la commune de Dandoli dans le chef-lieu de la région pourraient contribuer à justifier cette perception.

Bien que pour la période, les actions du projet ne convergeaient vers l'appui aux forces de sécurité, il faut souligner que des perspectives en cours tendant à impulser l'engagement communautaire via le comité de veille pour des questions sécuritaires

participeraient inéluctablement à inverser la tendance dans les communes d'intervention. D'ores et déjà, il faut souligner que l'étude de perception réalisée en décembre 2022 par le projet donne quelques pistes d'actions susceptibles de contribuer à la sécurisation des personnes. Il s'agit entre autres celles relevant de la sensibilisation sur les engins explosif en raison qu'elle est citée comme étant la deuxième cause d'insécurité à hauteur de 68, 55%. Le tableau ci-dessous fait état des éléments explicatifs de l'insécurité.

Tableau N°11 : les sources d'insécurité

Types d'éléments explicatifs de l'insécurité						
Attaques par insurgés	Mines anti personnelles ou engins explosifs (EIE)	Enlèvements	Saisie/pillage des biens	Arrestations arbitraires	Violences Basées sur le genre	
70,4%	68,55%	59,8%	30,8%	19,83%	9,57%	

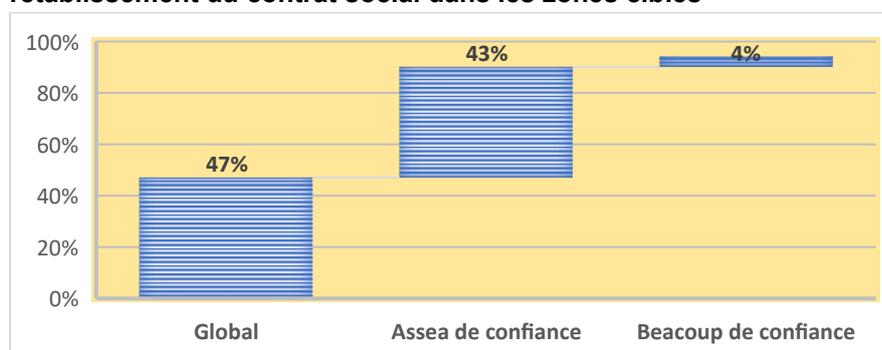
Source : Données de références étude de perception : EMP/PNUD, Décembre 2022

Tableau N°12 : Les sources d'insécurité

Pourcentage des sources d'insécurité les trois derniers mois						
Attaques par des terroristes	Violences par les agents de sécurité	Saisie/pillage des biens	Enlèvement	Violences basées sur le genre	Arrestation, détention ou menaces	Autres
99%	3%	45%	31%	2,5%	9%	1%

Source : Données de références étude de perception : EMP/PNUD, septembre 2023

Graphique N° 5: Niveau de confiance accordé par les communautés au processus de rétablissement du contrat social dans les zones cibles



Source : Données de références étude de perception : EMP/PNUD, Décembre 2022

La situation de référence faisait état de moins de 50% des populations ayant confiance pour le rétablissement du contrat social. Bien que les données de cet indicateur ne soient actualisées pour la période une analyse faite au cours d'une mission de suivi du projet laisse présager que la situation ne s'est pas améliorée au regard des crises ayant occasionné le

déplacement massif des populations entre autres celles de la commune de Dandoli (village de Djombolo) pour s'installer à Bandiagara, chef-lieu de la région. Cette situation a conduit à un mécontentement des populations vis-à-vis des autorités administratives. Car elles auraient estimé que peu d'actions seraient prises pour contrecarrer les menaces des groupes terroristes.

Théorie de changement :

Si, dans les communautés cibles stratégiques,

- ***Les gouvernements locaux fournissent des services de base essentiels (éducation, santé, eau, électricité) à tous les groupes de population***
- ***L'accès aux ressources naturelles (eau, pâturages, terres agricoles) et leur gestion inclusive sont réglementés de manière transparente et gérés de manière proactive, et***
- ***L'accès aux mécanismes de justice formelle est accordé au niveau local dans les cas où les mécanismes traditionnels ne sont pas en mesure de trouver des solutions.***

Analyse du progrès en lien avec la théorie :

L'accès aux services sociaux de base connaît un recule en termes d'appréciation des populations des communes cibles. Cela s'est observé dans l'indicateur **Pourcentage de ménages des sites JAP satisfaits quant à la fourniture et à l'accès aux services sociaux essentiels (santé, éducation et WASH) (ventilé par âge, sexe et lieu)** dont les données de références font état de **70% (décembre 2022)** et l'analyse actuelles est de **56% (septembre 2023)** avec une régression de 14%. Il faut relever que la collecte des données donnant lieu à cette analyse est faite au moment (septembre 2023) où les infrastructures n'étaient pas encore finalisées pour infléchir la tendance. Par ailleurs cette situation connaît une avancée avec la réalisation de 39 infrastructures de franchissement à savoir : 35 radiers, 03 dalots et 1 piste rurale. Le retard important dans la réalisation est noté au niveau de 03 infrastructures sanitaires planifiées au cours de l'année. Il s'agit du retard né des procédures d'achats groupées qui sont internes à l'organisation (PNUD).

A cela, l'on peut signaler l'élément de dégradation de la sécurité ayant contraint des populations de certaines communes à se déplacer dans la commune de Bandiagara, chef-lieu de la région qui pourrait créer une pression sur les infrastructures dans ladite commune. Ceci aurait également occasionné un souci de sous-utilisation des communes affectées sur une certaine période du moment elles se sont vues vidées de leur population.

Théorie de changement :

Si, dans les communautés cibles stratégiques,

- **Les infrastructures sociales et productives locales essentielles sont réhabilitées ou reconstruites,**
- **Des activités génératrices de revenus immédiats sont proposées aux membres de la communauté dans les zones cibles, en particulier aux ménages vulnérables, et**
- **Les femmes et les jeunes sont économiquement engagés et autonomisés grâce à des dispositifs d'appui spécifiques (argent contre travail, petites subventions),**

Analyse du progrès en lien avec la théorie :

La création des conditions d'accès aux infrastructures de production via l'aménagement de 03 sites maraichers dans 03 communes (Doucombo, Bandiagara, Dandoli). Ces périmètres comprennent également deux types d'infrastructures à savoir 03 magasin de stockage et 03 unités de transformation promeuvent la relance économique. Il s'agit des activités en cohérence avec celles antérieures notamment la remise des matériels de production en 2022 aux 31 groupements entre autres les matériels de maraichage avec total **326 bénéficiaires sur 1508** soit 21,62% des bénéficiaires dans tous les domaines confondus.

D'autres activités de la période participent également aux facilités dans les initiatives des activités économiques notamment le cash for work. En somme 2315 personnes dont 1280 femmes, 1959 jeunes et 283 personnes déplacées ont été touchées sur la période de 2023 grâce plus 350 000 000 FCFA affectés par le projet à cette activité. Il faut souligner que la corporation femme à eu accès aux services financiers du projet d'un montant de plus 300 000 000 FCFA et plus de 300 000 000 FCFA au cours de l'année 2023. Les données cumulées de l'année 2022 et 2023 font état de 3643 bénéficiaires dont 1949 femmes et 283 Personnes Déplacées Internes.

D'ores et déjà l'on peut souligner que les appuis du projet augurent de belles perspectives avec le début de changement chez les bénéficiaires dont les récits de vie ci-dessous en témoignent :



Nous sommes membres du groupement **ASSKB**, nous avons muri l'ambition de démarrer l'activité de pisciculture en groupement. N'ayant jamais commencé cette activité, nous avons bénéficié des appuis en matériels (*machine de préparation d'aliments des poissons, aliments pour les poissons, bac hors sol*). La remise des matériels en Décembre 2022 nous a permis de commencer les activités. Du début des activités à nos jours, nous avons déjà procédé 3 fois à la vente de nos produits qui nous ont permis d'avoir une recette estimée à 800 000 FCFA. Pour améliorer nos activités, nous avons préféré étendre les investissements par la construction de 3 autres nouveaux bassins avec les fonds issus de la vente pour en faire 4 au total. Aussi, nous pensons bien nous lancer dans l'élevage de la volaille pour avoir de fiente en vue d'alimenter les poissons. « **Le défi majeur que nous ferons face sera l'eau du**

fait que le nouveau site ou nous sommes en train de réaliser les 3 bassins n'a pas de forage » avait souligné par un des participants aux échanges de groupe

Focus Group, mission de suivi-PNUD : Août 2023 avec le groupement ASSKB (commune de Bandiagara) bénéficiaire des matériels de production dans le domaine de pisciculture

Identification

Groupement : Association des femmes battantes de Doucombo :

Créée en 2021, le groupement a bénéficié des appuis du projet en matériels dans le domaine d'aviculture. Il s'agit entre autres :

- Poulailier métallique ;
- Abreuvoir ;
- Chauffage, aliments de la volaille ;

Témoignage

Les initiatives des cotisations existaient avant et servaient à la redistribution entre les membres du groupement sans aucun intérêt. Cette idée a évolué au sortir de la formation sur l'entrepreneuriat. Car le montant de 5000 f accordé aux membres se fait rembourser à hauteur de 5250 FCFA soit un intérêt de 5% pour une durée d'un mois. La tenue de la comptabilité leur a permis de faire le bon recouvrement des frais empruntés. A date, le

Aussi, dans le cadre de l'appui à la structuration, les membres du groupement ont bénéficié de la formation sur la thématique de l'entrepreneuriat.

groupement a un capital de 375 000 FCFA en progrès comparé aux fonds disponible au départ qui était de 125 000 FCFA. Les membres ont décidé unanimement d'acheter une vache et de changer de domaine d'activité après avoir enregistré une perte en masse de la volaille qui était l'activité initiale.

Source : Focus group mission de suivi août 2023

IV. Le rapport financier :

Produits	Resources carried over from 2022 and contributions received in 2023	Quantum Budget Jan-Dec 2023	Mali - Expenses from 01 January to 31 December 2023			Budget Balance	Resources Balance
			Expenses	Commitments	Total		
Report à nouveau	11 082 314						
Produit 1 : Coopération transfrontalière		-	-	-	-	-	
Produit 2 : Les bases d'une présence durable des autorités de l'État sont établies (justice et sécurité)		909 232	351 505	6 833	358 338	550 894	
Produit 3 : Les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles et/ou réhabilitées et accessibles		2 761 025	2 288 038	1 269 222	3 557 260	(796 235)	
Produit 4 : Les communautés cibles bénéficient de moyens de subsistance pour relancer l'économie locale		2 558 307	1 413 217	167 750	1 580 967	977 340	
Produit 5 : Les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix		668 910	249 226	37 643	286 869	382 041	
Produit 6 : Le Mécanisme de Stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité		3 679 621	2 701 891	131 261	2 833 152	846 469	
GMS		511 882	465 739		465 739	46 143	
Total	11 082 314	11 088 977	7 469 616	1 612 710	9 082 326	2 006 651	1 999 988
Utilization vs Income %			82%				

Le rapport financier fait mention d'un écart majeur de 78,08% comparé à la cible annuelle 2023 de 100% de taux de delivery pour le produit 5 notamment les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix. Ce gap trouve des explications dans la réflexion enclenchée

autour des structures en charge de gestion des conflits avec lesquelles le projet pourra dimensionner son intervention. En effet, il existe de nombreuses structures créées par l'Etat dont leur mission concoure vers l'atteinte de ce produit. Par conséquent, un état des lieux et des concertations des parties prenante serait le gage de la mise en œuvre des activités alignées aux structures existantes en vue d'assurer la pérennisation.

V. Les défis et leçons apprises :

Défis :

- Le défi sécuritaire occasionnant l'arrivée de nouvelles personnes déplacées internes dans la commune de Bandiagara augmentant les besoins d'appuis supplémentaires en dépit de ceux existants ;
- Les menaces accentuées dans les villages de la commune de Dandoli par les Groupes Armés Terroristes ayant entraîné le départ de certains laissent présager le risque de réduction de la chance de toucher les populations ciblées dans leur site JAP en vue d'impulser la dynamique de la stabilisation immédiate prônée pour la phase.

Leçons apprises :

- Initiative innovante dans l'environnement des femmes PDI bénéficiaires de cash for work de Bandiagara dans les tontines avec une cotisation hebdomadaire présentant un élément de valeur ajoutée en termes de cohésion sociale.

VI. Les prochaines étapes :

- La mise en place du comité de veille pour la prise en compte des questions d'alertes précoce et la gestion des conflits ;
- Le renforcement du contrôle ponctuel externe des activités en lien avec les infrastructures et les moyens de subsistance du projet.